

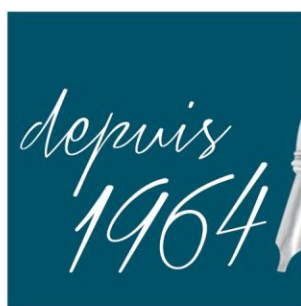
AVIS AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION,
DU LOISIR ET DU SPORT

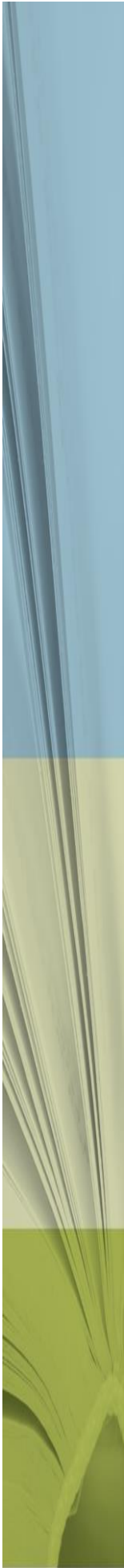
L'éducation financière obligatoire en 5^e secondaire : enjeux et recommandations

Projet de règlement modifiant le Régime pédagogique
de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire
et de l'enseignement secondaire

MARS 2017

Conseil supérieur
de l'éducation





La préparation de cet avis a été confiée à M^{me} Lucie Bouchard, secrétaire générale et présidente par intérim du Conseil supérieur de l'éducation.

Coordination

Suzanne Mainville
Directrice des études et de la recherche

Recherche et rédaction

René-Pierre Turmel
Agent de recherche

Soutien technique

Secrétariat : Lina Croteau
Documentation : Daves Couture et Johane Beaudoin
Édition : Sophie Allard
Informatique : Sébastien Lacassaigne
Révision linguistique : Isabelle Tremblay

Avis adopté à la 645^e réunion du Conseil supérieur de l'éducation, le 14 mars 2017.

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017
ISBN : 978-2-550-77942-1 (version PDF)

© Gouvernement du Québec, 2017

Toute demande de reproduction du présent mémoire doit être faite au Service de la gestion des droits d'auteur du gouvernement du Québec.

Ce document a été produit dans l'esprit d'une rédaction épicène, c'est-à-dire d'une représentation équitable des femmes et des hommes.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

Créé en 1964, le Conseil supérieur de l'éducation du Québec est un organisme gouvernemental autonome, composé de vingt-deux membres issus du monde de l'éducation et d'autres secteurs d'activité de la société québécoise. Institué en tant que lieu privilégié de réflexion en vue du développement d'une vision globale de l'éducation, il a pour mandat de conseiller le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la ministre responsable de l'Enseignement supérieur sur toute question relative à l'éducation.

Le Conseil compte cinq commissions correspondant à un ordre ou à un secteur d'enseignement : éducation préscolaire et enseignement primaire; enseignement secondaire; enseignement collégial; enseignement et recherche universitaires; éducation des adultes et formation continue. À cela s'ajoute un comité dont le mandat est d'élaborer un rapport systémique sur l'état et les besoins de l'éducation, rapport adopté par le Conseil et déposé tous les deux ans à l'Assemblée nationale.

La réflexion du Conseil supérieur de l'éducation est le fruit de délibérations entre les membres de ses instances, lesquelles sont alimentées par des études documentaires, par l'audition d'experts et par des consultations menées auprès d'acteurs de l'éducation.

Ce sont près de 100 personnes qui, par leur engagement citoyen et à titre bénévole, contribuent aux travaux du Conseil.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre 1 Le cadre d'analyse du conseil	3
1.1 Le rôle de l'État dans le pilotage du système.....	3
1.2 Les grands encadrements de système	4
1.3 Les avis que le Conseil a produits sur des modifications au Régime pédagogique.....	5
Chapitre 2 Les modifications proposées au régime pédagogique	7
2.1 La description des modifications proposées.....	7
2.2 Les modifications apportées au programme d'histoire	10
2.3 Les modifications apportées aux programmes d'éducation économique, d'éducation financière et de monde contemporain	11
Chapitre 3 Les enjeux des modifications proposées au régime pédagogique.....	15
3.1 La pertinence d'un élargissement de la portée du programme de formation de l'école québécoise, dont l'objectif était de mettre l'accent sur l'essentiel	15
3.2 L'importance des domaines généraux de formation dans l'enrichissement du programme de formation de l'école québécoise	16
3.3 L'uniformité du curriculum et l'équilibre entre les matières obligatoires et les matières à option.....	17
3.4 Le processus d'élaboration du programme d'éducation financière et sa mise en œuvre	20
3.5 La disponibilité et la qualité du matériel pédagogique pour l'enseignement du programme d'éducation financière	22
3.6 Le nouveau programme d'histoire : un nouveau contenu, une grille-matières inchangée	23
Conclusion et recommandations.....	25
Le remplacement de la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » par la matière obligatoire « Histoire »	25
L'ajout de la matière obligatoire « Éducation financière » et la création d'un programme resserré de deux unités pour le cours « Monde contemporain »	26

Annexe 1	Lettre du ministre	29
Annexe 2	Projet de règlement.....	31
	Bibliographie.....	35
	Membres du Conseil supérieur de l'éducation	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Modifications à la grille-matières du parcours de formation générale au deuxième cycle du secondaire	8
Tableau 2	Modifications à la grille-matières du parcours de formation générale appliquée au deuxième cycle du secondaire	9
Tableau 3	Impact du projet de règlement sur la disponibilité des matières à option en 5 ^e secondaire	19

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AMF	Autorité des marchés financiers
BAMD	Bureau d'approbation du matériel didactique
CSE	Conseil supérieur de l'éducation
DEC	Diplôme d'études collégiales
MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
PFG	Parcours de formation générale
PFGA	Parcours de formation générale appliquée

INTRODUCTION

Le présent avis porte sur le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire publié le 2 mars 2017 dans la *Gazette officielle du Québec*. Il répond à la demande du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Sébastien Proulx, reçue par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) le 7 mars 2017. Conformément à l'article 10.1 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et à l'article 458 de la Loi sur l'instruction publique, le Conseil doit produire un avis à l'intention du ministre sur tout projet de règlement que celui-ci est tenu de lui soumettre.

À cet effet, le Conseil souligne sa grande préoccupation au regard des délais imposés pour la consultation publique sur le projet de règlement susmentionné. De façon générale, la Loi sur les règlements (RLRQ, chapitre R-18.1) prévoit un délai de consultation de 45 jours permettant aux partenaires de fournir au ministre leurs avis et leurs commentaires. Compte tenu de la volonté du ministre d'assurer la mise en œuvre des modifications réglementaires pour la rentrée scolaire 2017, ce projet de règlement invoque « l'urgence » de la situation en vertu d'une disposition prévue aux articles 12 et 13 de la Loi sur les règlements et permettant d'édicter le règlement dans un délai de 20 jours. Le Conseil estime que ce délai est insuffisant pour que les différents partenaires puissent faire part au ministre de leurs commentaires et de leurs préoccupations concernant les modifications proposées.

Le Conseil est conscient du contexte dans lequel s'inscrit la présente consultation, c'est-à-dire du fait qu'une grève des juristes de l'État a eu pour effet de retarder la publication du projet de règlement dans la *Gazette officielle du Québec*. Il constate également la volonté ferme du ministre d'assurer la mise en œuvre de ces modifications dans le réseau scolaire dès l'automne 2017. Toutefois, la consultation publique est une étape essentielle, prévue dans les encadrements législatifs, qui permet les ajustements nécessaires à une mise en œuvre optimale des modifications réglementaires. Pour le Conseil, écourter cette étape risque de créer des difficultés liées à l'acceptabilité des modifications proposées et des difficultés potentielles de mise en œuvre de celles-ci.

Le Conseil insiste sur l'importance de la consultation publique dans les processus de modifications réglementaires et législatives. Il invite le ministre à accorder une attention particulière à cette étape de l'élaboration ou de la modification des lois et des règlements en matière d'éducation.

Les modifications prévues dans le projet de règlement examiné ici portent sur les listes des matières obligatoires du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, dans le parcours de formation générale et le parcours de formation générale appliquée, pour le remplacement, en 3^e et en 4^e secondaire, de la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » par la matière obligatoire « Histoire » et l'ajout, en 5^e secondaire, de la nouvelle matière obligatoire « Éducation financière ». De plus, une modulation du nombre d'unités attribuées à la matière obligatoire « Monde contemporain » en 5^e secondaire est

prévue de même que l'ajustement en conséquence du nombre d'unités des matières à option.

Le Conseil tient à préciser qu'il reconnaît l'importance de posséder des compétences de base en matière de finances personnelles et que l'acquisition de ces compétences peut se faire à travers le cursus scolaire des jeunes. Le présent avis porte donc davantage sur la proposition du ministre et le processus envisagé pour intégrer des notions d'éducation financière dans le curriculum du deuxième cycle du secondaire.

Le Conseil tient à remercier les membres bénévoles de la Commission de l'enseignement secondaire et de la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire qui ont gracieusement accepté de commenter le projet d'avis dans un très court délai, lui permettant ainsi d'en tenir compte dans la formulation de ses recommandations.

Le présent avis comporte trois chapitres. Le premier chapitre présente le cadre d'analyse du Conseil pour le projet de modification réglementaire. Le deuxième chapitre traite des modifications proposées dans ce projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Le troisième chapitre expose les enjeux de ces modifications. Finalement, le Conseil formule ses recommandations.

CHAPITRE 1

LE CADRE D'ANALYSE DU CONSEIL

Le Conseil supérieur de l'éducation a été institué en tant que lieu privilégié de réflexion en vue du développement d'une vision globale de l'éducation. De par sa loi constitutive, il doit transmettre au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport des avis sur les projets de modifications réglementaires au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire que celui-ci est tenu de lui soumettre.

Compte tenu de sa mission, le Conseil a procédé à une analyse des modifications proposées dans le projet de règlement en tenant compte, d'une part, du besoin de faire évoluer les encadrements de système pour mieux servir les visées éducatives de la société québécoise et, d'autre part, de la nécessité d'en préserver la cohérence d'ensemble. Le regard que porte le Conseil sur ce projet de règlement a aussi comme toile de fond certaines considérations évoquées dans plusieurs de ses avis et rapports antérieurs. Ces orientations sont les suivantes :

- L'État a un rôle capital à jouer dans le pilotage du système pour assurer l'accessibilité, la qualité et l'équité des services éducatifs, et ce, particulièrement en formation de base obligatoire;
- Ce pilotage doit s'exercer en fonction du partage des responsabilités, notamment en ce qui a trait à l'autonomie des acteurs qui sont les plus près des élèves;
- Ces acteurs ont la responsabilité d'utiliser les marges de manœuvre dont ils disposent pour répondre aux besoins éducatifs de leurs élèves en vue d'assurer la réussite du plus grand nombre;
- L'État doit exercer un pilotage en collaboration avec ces acteurs dans une perspective d'ajustement et d'amélioration continue du système.

1.1 LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LE PILOTAGE DU SYSTÈME

En 2001, dans son rapport sur l'état et les besoins de l'éducation intitulé *La gouverne de l'éducation : logique marchande ou processus politique?*, le Conseil a traité du rôle de l'État en éducation, plus particulièrement de son rôle de pilotage :

- L'État, par ses organes, dont le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), doit assurer le suivi des choix de société sanctionnés par le processus politique;
- Il incombe à l'État de s'assurer, par la mise en place de moyens appropriés, que les ressources et l'organisation du système d'éducation concourent effectivement à la réalisation des finalités de celui-ci et, plus généralement, au respect des valeurs de société qui le sous-tendent;

- La fonction de gouverner se manifeste aussi par la surveillance du respect des lois et des règlements issus du processus de décision politique et régissant l'éducation;
- L'État répond ultimement devant la population de la qualité des activités et des services éducatifs. (CSE, 2001a, p. 67-68).

En ce qui concerne le projet de règlement examiné ici, le Conseil reconnaît que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a toute la légitimité nécessaire pour modifier le Régime pédagogique, dans lequel s'inscrit la grille-matières du deuxième cycle du secondaire.

1.2 LES GRANDS ENCADREMENTS DE SYSTÈME

Au Québec, le fonctionnement de la vie scolaire est régi par cinq types d'encadrements : les lois, les régimes pédagogiques, les instructions qui les complètent, les conventions collectives de travail et les règles budgétaires.

La Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport précise les responsabilités du ministre. Ainsi, celui-ci a la responsabilité de « contribuer à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la population québécoise [...] de favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture à tout citoyen qui en a la volonté et l'aptitude et de contribuer à harmoniser les orientations et les activités éducatives avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels du Québec. » (Lessard et autres, 2007, p. 4).

Le Régime pédagogique et les instructions annuelles qui le complètent déterminent les modalités d'application de la Loi. Le Régime pédagogique décrit la nature et les objectifs des services éducatifs¹. Il donne un cadre général d'organisation des services éducatifs : admission et fréquentation scolaire, cycles d'enseignement, calendrier scolaire et temps prescrit pour les services offerts, renseignements et documents à transmettre aux parents, matériel didactique, répartition des matières et évaluation des apprentissages. Il encadre aussi tout ce qui a trait à la sanction des études, à la qualité de la langue et aux dispositions transitoires et finales.

Le Programme de formation de l'école québécoise assure la qualité et l'uniformité de l'enseignement au Québec. Ce programme établit le curriculum et précise les orientations de fond qui unifient et balisent l'action de l'école. Il s'agit d'un outil d'harmonisation et de convergence des interventions de l'ensemble du personnel scolaire qui appelle au partage de l'expertise professionnelle pédagogique et didactique entre les enseignants. Il contient

1. Les services éducatifs font référence aux services éducatifs préscolaires (maternelle), aux services d'enseignement (matières scolaires au primaire et au secondaire), aux services particuliers (accueil et soutien à l'apprentissage de la langue française, enseignement à domicile ou en milieu hospitalier [pour les élèves malades]) et aux services complémentaires (soutien, vie scolaire, aide à l'élève, promotion et prévention) (MEES, 2017).

l'explication des compétences que l'élève doit développer et des contenus disciplinaires, ainsi que les attentes de fin de cycle pour chacun des programmes d'études.

Ces encadrements doivent former un tout cohérent. En 1999, le Conseil estimait que l'État devait « assumer un certain niveau de régulation dans les orientations et les contenus de l'éducation pour assurer la cohérence du système éducatif et faire en sorte que l'éducation témoigne d'un projet social auquel souscrit l'ensemble de la population et des établissements » (CSE, 1999b, p. 25).

Pour le Conseil, le Régime pédagogique constitue un véritable contrat éducatif entre les acteurs de l'éducation et l'État. Il doit proposer une vision de l'application de la Loi sur l'instruction publique qui est partagée par ces acteurs et qui témoigne de ce que doit être une formation pertinente et de qualité. Élément structurant du réseau de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, le Régime pédagogique doit bénéficier d'une certaine stabilité. En outre, les changements importants que l'État souhaite y apporter doivent être effectués avec l'implication des acteurs du réseau, compte tenu de leur rôle primordial au regard de sa mise en œuvre. Le Conseil rappelle en ce sens ce qu'il affirmait en 1995, à savoir qu'en plus d'un diagnostic précis, tout changement nécessite « qu'on mène, en cours de route, une consultation et un débat larges avec tous les acteurs concernés autour des enjeux reconnus et des mesures préconisées » (CSE, 1995b, p. 4).

1.3 LES AVIS QUE LE CONSEIL A PRODUITS SUR DES MODIFICATIONS AU RÉGIME PÉDAGOGIQUE

Le Régime pédagogique a été l'objet de nombreuses modifications successives depuis le début des années 2000. En 2001, des dispositions concernant l'enseignement moral et l'enseignement moral et religieux confessionnel ont été intégrées (CSE, 2001b). En 2005, des dispositions concernant, entre autres, le cheminement scolaire des élèves et l'organisation scolaire ont été formulées (CSE, 2005). En 2007, le Ministère a notamment modifié certaines modalités de communication entre l'école et les parents et annoncé le remplacement, en 5^e secondaire, de la matière obligatoire « Environnement économique contemporain » par la matière obligatoire « Monde contemporain », tant dans le parcours

de formation générale que dans le parcours de formation générale appliquée². Rappelons qu'en 2007, dans le cadre de cet avis, le Conseil n'a pas estimé opportun de se prononcer sur cette modification, car l'élaboration des objectifs et du contenu de ce programme n'était pas encore terminée (CSE, 2007a).

En 2008, la matière « Éthique et culture religieuse » a remplacé la matière « Enseignement moral » ou « Enseignement moral et religieux (catholique ou protestant) » dans la liste des matières obligatoires du primaire et du premier cycle du secondaire (CSE, 2008). En 2010, certaines modifications ont été introduites concernant le calendrier scolaire et l'évaluation des apprentissages (retour du bulletin unique, par exemple) (CSE, 2010). Enfin, en 2011, la matière « Projet intégrateur » a été retirée de la portion portant sur les matières obligatoires de la 5^e secondaire (CSE, 2011).

À la lumière de ce qui précède, le Conseil se questionne sur l'incidence de ces modifications successives apportées au Régime pédagogique depuis le début des années 2000 sur la cohérence d'ensemble du curriculum, notamment au secondaire.

-
2. Conformément au Régime pédagogique, il existe trois parcours : le parcours de formation générale (PFG), le parcours de formation générale appliquée (PFGA) et le parcours de formation axée sur l'emploi, comprenant la formation préparatoire au travail et la formation menant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé. La différence entre le PFG et le PFGA réside dans la nature du cours « Science et technologie ». Dans le PFG, le cours « Science et technologie » de six unités est axé sur la compréhension des problématiques et des phénomènes scientifiques, alors que, dans le PFGA, le cours « Applications technologiques et scientifiques » de six unités est axé sur le travail concret sur des applications. Dans le PFGA, les élèves ont aussi à suivre le cours « Projet personnel d'orientation » (PPO), de quatre unités, où ils doivent accomplir une démarche d'orientation personnelle à leur rythme. Les élèves peuvent explorer différents métiers et ainsi en connaître davantage sur leurs champs d'intérêt et leurs aptitudes.

CHAPITRE 2

LES MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÉGIME PÉDAGOGIQUE³

Ce chapitre présente d’abord la nature des modifications proposées dans la *Gazette officielle du Québec* publiée le 2 mars 2017 en ce qui concerne le Régime pédagogique. Il précise ensuite le contexte historique dans lequel elles s’inscrivent.

2.1 LA DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

L’article 23.1 du Régime pédagogique indique la répartition des matières obligatoires et des matières à option qui doivent être offertes en précisant l’année ou les années auxquelles les différentes matières sont prescrites au deuxième cycle du secondaire (3^e, 4^e et 5^e secondaire).

Pour la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » de 3^e et de 4^e secondaire, le projet de règlement prévoit une modification du titre pour qu’il soit plus général, soit son remplacement par « Histoire ».

À des fins de concordance, pour un élève qui a accumulé quatre unités d’histoire et éducation à la citoyenneté de 4^e secondaire, l’article 32, qui porte sur la sanction des études, prévoit maintenant qu’il est réputé avoir accumulé quatre unités d’histoire.

3. Dans le présent document, le terme générique « Régime pédagogique » est utilisé pour faire référence au Régime pédagogique de l’éducation préscolaire, de l’enseignement primaire et de l’enseignement secondaire.

Pour les matières obligatoires « Monde contemporain » et « Éducation financière », l'article 23.1 du Régime pédagogique est modifié par le remplacement des tableaux du deuxième alinéa par les suivants⁴ :

Tableau 1
Modifications à la grille-matières du parcours de formation générale
au deuxième cycle du secondaire

Enseignement secondaire – Deuxième cycle Parcours de formation générale	
Texte actuel pour la 5^e année	Modification pour la 5^e année
Langue d'enseignement 150 heures – 6 unités	Langue d'enseignement 150 heures – 6 unités
Langue seconde 100 heures – 4 unités	Langue seconde 100 heures – 4 unités
Mathématique 100 ou 150 heures – 4 ou 6 unités	Mathématique 100 ou 150 heures – 4 ou 6 unités
Monde contemporain 100 heures – 4 unités	Monde contemporain 50 ou 100 heures – 2 ou 4 unités
Arts : 1 des 4 disciplines suivantes Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures – 2 unités	Arts : 1 des 4 disciplines suivantes Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures – 2 unités
Éducation physique et à la santé 50 heures – 2 unités	Éducation physique et à la santé 50 heures – 2 unités
Éthique et culture religieuse 50 heures – 2 unités	Éthique et culture religieuse 50 heures – 2 unités
	Éducation financière 50 heures – 2 unités
Matières à option 250 ou 300 heures 10 ou 12 unités	Matières à option 200, 250 ou 300 heures 8, 10 ou 12 unités

4. Le lecteur peut se référer à la colonne de droite, portant sur la modification pour la 5^e année du secondaire. La 3^e et la 4^e année ne sont pas présentées ici puisque la modification s'applique uniquement à la partie du tableau qui fait référence à la 5^e année du secondaire. Les nouveaux tableaux présentés dans le projet de règlement se trouvent en annexe.

Tableau 2
Modifications à la grille-matières du parcours de formation générale appliquée
au deuxième cycle du secondaire

Enseignement secondaire – Deuxième cycle Parcours de formation générale appliquée	
Texte actuel pour la 5 ^e année	Modification pour la 5 ^e année
Langue d’enseignement 150 heures – 6 unités	Langue d’enseignement 150 heures – 6 unités
Langue seconde 100 heures – 4 unités	Langue seconde 100 heures – 4 unités
Mathématique 100 ou 150 heures – 4 ou 6 unités	Mathématique 100 ou 150 heures – 4 ou 6 unités
Monde contemporain 100 heures – 4 unités	Monde contemporain 50 ou 100 heures – 2 ou 4 unités
Arts : 1 des 4 disciplines suivantes Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures – 2 unités	Arts : 1 des 4 disciplines suivantes Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures – 2 unités
Éducation physique et à la santé 50 heures – 2 unités	Éducation physique et à la santé 50 heures – 2 unités
Éthique et culture religieuse 50 heures – 2 unités	Éthique et culture religieuse 50 heures – 2 unités
	Éducation financière 50 heures – 2 unités
Matières à option 250 ou 300 heures 10 ou 12 unités	Matières à option 200, 250 ou 300 heures 8, 10 ou 12 unités
Exploration de la formation professionnelle 2 ou 4 unités	Exploration de la formation professionnelle 2 ou 4 unités
Sensibilisation à l’entrepreneuriat 2 ou 4 unités	Sensibilisation à l’entrepreneuriat 2 ou 4 unités

Ainsi, l’ajout d’un cours obligatoire d’éducation financière de deux unités implique une obligation pour les écoles d’offrir soit la version courte du programme « Monde contemporain » (deux unités) ou le programme « Monde contemporain » de quatre unités (en diminuant le nombre d’unités disponibles pour les matières à option). Le projet de règlement ne précise pas si une école pourra offrir les deux programmes « Monde contemporain ».

2.2 LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME D'HISTOIRE

Le programme « Histoire et éducation à la citoyenneté » est mis en œuvre en 3^e secondaire en 2007 et en 4^e secondaire en 2008.

En 2012, dans son discours d'ouverture de la 40^e législature à l'Assemblée nationale, la première ministre, M^{me} Pauline Marois, annonce son intention de revoir le cours d'histoire : « Il est plus que temps de renforcer l'enseignement de notre histoire, et c'est ce que nous ferons graduellement, du primaire jusqu'aux chaires de recherche dans nos universités » (Assemblée nationale du Québec, 2012).

Dans une déclaration aux médias, la ministre de l'Éducation précise quelque peu ses intentions :

« Il y a des grands moments de notre histoire qui expliquent ce que nous sommes. Si on veut être capable de décoder le monde qui nous entoure, les débats qui ont lieu actuellement, qui ne sont pas inventés par un parti ou par l'autre, mais qui existent du simple fait que nous sommes des francophones en Amérique du Nord, il y a des questions qu'on se pose, il y a des gens qui sont des tenants d'une option constitutionnelle ou d'une autre, si on veut comprendre ça, il faut comprendre ce qui a précédé », a affirmé M^{me} Malavoy, en conférence de presse (Bachand, 2013).

De par sa nature même, le programme d'histoire fait difficilement consensus et suscite des critiques, entre autres, sur le plan des contenus qu'il propose et des accents qu'il met ou non sur certains événements, notamment politiques, de l'histoire du Québec ou sur le plan de leur interprétation. D'une certaine manière, les critiques semblent porter sur la place qui devrait être accordée à la question nationale dans ce programme et sur la manière de traiter cette question. Les critiques portent également sur la difficulté à utiliser l'approche par compétences dans le contexte de l'enseignement de l'histoire, de même que sur le constat d'une redondance importante entre le programme de 3^e secondaire, à caractère chronologique, et le programme de 4^e secondaire, qui reprend les mêmes événements, mais cette fois sur la base de différents thèmes.

À l'automne 2013, la ministre de l'Éducation mandate un groupe de travail formé de deux experts, M. Jacques Beauchemin⁵ et M^{me} Nadia Fahmy-Eid⁶, pour le pilotage d'une vaste consultation à partir d'un document traitant du renforcement de l'histoire nationale au primaire et au secondaire (MELS, 2013). Le rapport de la consultation de ce groupe de travail est rendu public en novembre 2013 (Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014) et, dans la foulée, la ministre de l'Éducation annonce la création de projets pilotes portant sur l'implantation d'un nouveau programme, « Histoire du Québec et du Canada », en 3^e secondaire dès septembre 2014. L'application obligatoire du programme de

5. M. Jacques Beauchemin était à l'époque sous-ministre associé au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et président par intérim de l'Office québécois de la langue française.

6. M^{me} Nadia Fahmy-Eid était à l'époque professeure d'histoire à la retraite de l'Université du Québec à Montréal.

3^e secondaire est prévue pour septembre 2015, alors que les projets pilotes seraient lancés en 4^e secondaire pour une implantation obligatoire en septembre 2016.

L'arrivée d'un nouveau gouvernement en avril 2014 entraîne le report des projets pilotes. Ceux-ci sont alors prévus pour septembre 2015 et septembre 2016, et leur implantation obligatoire, pour septembre 2017. Cependant, au printemps 2016, la mise en œuvre obligatoire du programme est reportée une nouvelle fois en raison de critiques provenant notamment de la communauté anglophone, des communautés culturelles et des Premières Nations, qui estiment que le programme accorde trop peu de place à leur contribution à la construction et à l'évolution de la société québécoise. Les projets pilotes déjà en cours se poursuivent, mais des ajustements au programme sont entrepris par le Ministère.

Selon les informations obtenues auprès du Ministère, la mise en œuvre obligatoire du programme « Histoire du Québec et du Canada » est donc maintenant prévue pour septembre 2017 en 3^e secondaire et pour septembre 2018 en 4^e secondaire.

2.3 LES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PROGRAMMES D'ÉDUCATION ÉCONOMIQUE, D'ÉDUCATION FINANCIÈRE ET DE MONDE CONTEMPORAIN

Entre 1982 et 2009, il existait un programme d'éducation économique de 100 heures (4 unités) qui était obligatoire au deuxième cycle du secondaire. Ce programme, articulé autour de sept thèmes, avait pour objectifs : 1) d'initier l'élève aux connaissances et aux habiletés fondamentales de l'analyse économique; 2) de le familiariser avec sa réalité économique environnante; 3) de l'initier aux relations et aux interdépendances économiques de la société; 4) de l'amener à prendre conscience des principaux phénomènes et problèmes socioéconomiques actuels; 5) de l'aider à développer son jugement critique à l'égard de diverses réalités économiques et 6) de le sensibiliser aux responsabilités personnelles et sociales qu'il devra assumer comme agent économique.

En 2009, dans la foulée de la réforme des programmes d'études au deuxième cycle du secondaire (annoncée en 1997 lors de la réforme du curriculum), le programme « Éducation économique » est remplacé par le programme « Monde contemporain » (100 heures – 4 unités). L'objectif poursuivi était d'assurer aux jeunes une meilleure connaissance des réalités marquantes du monde contemporain, notamment les génocides et les grands conflits du 20^e siècle, et ce, dans une perspective pluridisciplinaire et non uniquement économique. La modification du nom de la matière visait à refléter cette ouverture pluridisciplinaire. Ainsi, certains volets plus macroéconomiques du programme d'économie sont récupérés dans le nouveau cours et les autres volets se trouvent maintenant dans les domaines généraux de formation « Consommation et environnement » et « Orientation et entrepreneuriat » (MELS, 2006).

À l'époque, le Groupe de travail sur la réforme du curriculum reprochait à l'éducation économique de 5^e secondaire d'arriver tard dans le cheminement de l'élève. Alors que les différents programmes de sciences humaines doivent intégrer des éléments d'économie à

partir du primaire, les autres éléments se trouvent dans le contenu de l'éducation à la citoyenneté tout au long du secondaire. De façon plus précise, il était recommandé que les apprentissages essentiels du programme de 5^e secondaire soient intégrés à un programme obligatoire portant sur la connaissance du monde contemporain (Groupe de travail sur la réforme du curriculum, 1997). Il était recommandé également que l'éducation économique soit intégrée au contenu des programmes d'histoire, qui s'étalent de la 1^{re} à la 4^e secondaire, et qu'elle fasse partie du nouveau programme obligatoire portant sur la connaissance du monde contemporain en 5^e secondaire (Groupe de travail sur la réforme du curriculum, 1997).

En 2010, en marge du remplacement du programme « Éducation économique » par le programme « Monde contemporain », le gouvernement du Canada a rendu public le rapport du Groupe de travail sur la littératie financière⁷, qui recommandait que tous les gouvernements provinciaux et territoriaux incorporent la littératie financière dans les systèmes d'enseignement formel, aussi bien au primaire et au secondaire qu'à l'enseignement postsecondaire, ainsi que dans les activités structurées d'apprentissage des adultes (Groupe de travail sur la littératie financière, 2010).

Par ailleurs, plusieurs groupes réaffirment l'importance de l'éducation financière. La récente Stratégie québécoise en éducation financière, élaborée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en collaboration avec son comité consultatif, témoigne de l'importance accordée à ce domaine, notamment en ce qui concerne les jeunes du primaire jusqu'à l'université. Vingt-quatre organismes sont membres de ce comité : des partenaires gouvernementaux, dont le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et le ministère des Finances, des établissements financiers, des regroupements en assurances ou en planification financière, ainsi que des groupes de défense des consommateurs (AMF, 2016).

Le Conseil comprend que c'est dans ce contexte que le ministère de l'Éducation a entrepris des travaux au regard de l'éducation financière et qu'en 2016, un cours à option d'*éducation financière* de 50 heures (2 crédits) a été introduit au deuxième cycle du secondaire. Ce programme vise à amener les élèves à accroître leur sens critique dans la gestion de leurs finances personnelles et à leur permettre de développer la confiance et la connaissance de soi nécessaires à leur bien-être financier (MEES, 2016).

7. Dans la première année du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement Harper a annoncé des mesures visant à améliorer l'accès au financement, à renforcer le système financier canadien et à venir en aide aux familles de même que, notamment, son intention de proposer des mesures pour aider les consommateurs de produits financiers et la création d'un groupe de travail sur la littératie financière. Ce groupe de travail a été chargé de présenter au ministre des Finances des conseils et des recommandations portant sur une stratégie nationale visant à consolider la littératie financière chez les Canadiennes et les Canadiens (Ministère des Finances du Canada, 2011).
Réf. du 8 mars 2017 : http://www.fin.gc.ca/n11/data/11-013_1-fra.asp.

Le projet de règlement déposé précise que ce cours à option sera ajouté à la liste des matières obligatoires en 5^e secondaire à l'automne 2017.

Le programme d'éducation financière présente des liens avec chacun des domaines généraux de formation. Cependant, il entretient des liens plus étroits avec les domaines « Environnement et consommation » et « Orientation et entrepreneuriat ». Ces liens sont logiques puisque, au moment d'abolir l'ancien cours d'éducation économique, en 2009, l'intention était d'aborder les notions de microéconomie à l'intérieur de ces domaines généraux de formation.

Les enseignants de toutes les matières, de la maternelle jusqu'en 5^e secondaire, doivent intégrer dans leurs cours les cinq grands domaines généraux de formation qui ont un lien avec la vie quotidienne des élèves. Concrètement, cela signifie qu'un enseignant de mathématique pourrait présenter des calculs de taux d'intérêt ou utiliser des grilles de calcul budgétaire. Les enseignants qui veulent aborder l'univers de la consommation et des finances personnelles peuvent également utiliser les ressources disponibles sur le Web. De plus, le programme « Éducation financière » présente des liens avec les domaines d'apprentissage.

Au deuxième cycle du secondaire, la consolidation et l'intégration des apprentissages sont facilitées par le recours à des connaissances, à des stratégies et à des techniques acquises et développées dans l'un ou l'autre des domaines d'apprentissage. Les disciplines s'enrichissent mutuellement pour constituer un ensemble de ressources qui facilite l'étude de situations, familières ou non. Selon les contextes et les situations d'apprentissage et d'évaluation, tous les programmes contribuent au développement de la compétence *Prendre position sur un enjeu financier* (MEES, 2016, p. 3).

Selon le projet de règlement, le programme « Monde contemporain » serait révisé en vue d'en proposer une version plus courte, représentant deux unités, dans le curriculum de 5^e secondaire. Ce programme s'articule autour de cinq thèmes : l'environnement, la population, le pouvoir, la richesse, les tensions et les conflits.

Le programme *Monde contemporain* vise à : amener les élèves à saisir la complexité du monde actuel et à s'ouvrir à la diversité des sociétés qui le composent; amener les élèves à développer leur sens critique dans l'étude de problèmes et d'enjeux du monde contemporain; préparer les élèves à participer, en tant que citoyens responsables, à la délibération sociale (MELS, 2009, p. 1).

Selon les informations obtenues auprès du Ministère, il existerait plusieurs recoupements de notions à l'intérieur de ces cinq thèmes et il serait possible de les aborder autrement. Puisque le Conseil ne dispose pas de ce nouveau programme, il n'est pas en mesure de se prononcer plus en détail sur son contenu.

CHAPITRE 3

LES ENJEUX DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÉGIME PÉDAGOGIQUE

3.1 LA PERTINENCE D'UN ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE DU PROGRAMME DE FORMATION DE L'ÉCOLE QUÉBÉCOISE, DONT L'OBJECTIF ÉTAIT DE METTRE L'ACCENT SUR L'ESSENTIEL

Dans *L'école, tout un programme : énoncé de politique éducative* sont précisées les missions de l'école québécoise (instruire, socialiser, qualifier) et les conditions nécessaires à la réalisation de ces missions. Pour l'analyse du projet de règlement, le Conseil s'est penché sur une de ces conditions : mettre l'accent sur l'essentiel (MEQ, 1997a, p. 13).

Cette volonté de mettre l'accent sur l'essentiel est réaffirmée dans le plan d'action ministériel *Prendre le virage du succès*, rendu public en 1997 à la suite des États généraux sur l'éducation (MEQ, 1997b). Ce plan d'action définit les lignes d'action pour la mise en place du renouveau pédagogique dans la perspective d'une meilleure réussite pour tous les élèves. Il propose notamment une refonte du curriculum et souligne la nécessité d'un nouveau programme de formation centré sur les matières essentielles et mieux adapté aux changements sociaux, économiques et culturels. Ce programme doit permettre de mieux préparer les élèves, citoyens de demain, à répondre aux exigences du 21^e siècle. Il a pour objet le développement de l'élève, de ses capacités et de ses connaissances, et il préconise une approche par compétences, tant disciplinaires que transversales. Ainsi, le Programme de formation de l'école québécoise, élaboré selon les orientations de ce plan d'action, met l'accent sur les processus d'apprentissage tout en accordant une place importante aux savoirs essentiels. Il permet à l'élève d'agir, de faire des apprentissages de façon dynamique plutôt que passive et d'être en mesure de réinvestir ses acquis dans diverses situations. En interaction étroite avec les mouvements de société, le Conseil est d'avis que le système d'éducation doit maintenir le cap sur l'essentiel de sa mission.

Des pressions s'exercent de toutes parts sur le système d'éducation. De par sa situation stratégique dans l'ensemble des institutions sociales, il est vite mis au banc des accusés et pointé du doigt, car on attend beaucoup de lui. On le souhaite en lien avec la famille, au point même de jouer parfois des rôles auparavant dévolus à la famille elle-même; on veut qu'il compense les inégalités sociales; on s'attend à ce qu'il accueille des campagnes contre la drogue, le sexisme, le racisme ou la violence; on désire qu'il soit branché sur l'entreprise et le développement économique et qu'il participe au développement des collectivités régionales. Dans ce contexte, il risque de perdre de vue le cœur même de sa mission (CSE, 1995a, p. 4).

Les changements qui sont apportés au contenu et à l'organisation de la formation doivent s'articuler autour de principes clairs et se situer dans une perspective qui favorise la réussite de tous les élèves.

Les fondements de la dernière réforme éducative étaient de recentrer l'école sur sa mission fondamentale et, par conséquent, sur les matières dites de base. Le Ministère lui-même avait souligné l'importance de définir clairement le champ d'action de l'école.

Pour conduire les élèves à la réussite, l'école a besoin de l'appui de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, jeunes et adultes. Mais cet appui ne lui sera accordé que si les missions qui lui sont confiées sont connues et font consensus. Sinon, l'ambiguïté persistera et l'école continuera de se voir adresser des demandes qui risqueront de la distraire de son objectif. Il importe donc de mieux définir le champ d'action de l'école (MEQ, 1997a, p. 9).

De façon générale, le projet de règlement proposé ouvre la porte à tous les programmes qui ont été retirés du curriculum lors de la réforme du Programme de formation de l'école québécoise. Rappelons que, lors du remplacement du programme « Éducation économique » en 2009, l'objectif était que certains volets plus macroéconomiques du cours d'économie soient récupérés dans le programme « Monde contemporain » et que les autres volets soient couverts par les domaines généraux de formation, en particulier les domaines « Consommation et environnement » et « Orientation et entrepreneuriat ».

3.2 L'IMPORTANCE DES DOMAINES GÉNÉRAUX DE FORMATION DANS L'ENRICHISSEMENT DU PROGRAMME DE FORMATION DE L'ÉCOLE QUÉBÉCOISE

L'intégration des domaines généraux de formation au Programme de formation de l'école québécoise constitue une réponse à la volonté exprimée par divers acteurs, au cours des années 1990, d'accroître la cohérence du curriculum en mettant l'accent sur les disciplines essentielles (CSE, 2007b). Dans son avis de 2007 intitulé *Soutenir l'appropriation des compétences transversales et des domaines généraux de formation*, le Conseil s'est intéressé aux modalités d'intégration des domaines généraux de formation et des compétences transversales (CSE, 2007b).

Les domaines généraux de formation découlent à la fois de la visée d'un programme scolaire plus étoffé et d'une visée de cohérence, puisqu'ils appellent un traitement à l'intérieur des différents domaines d'apprentissage plutôt que dans différents cours placés en parallèle des grandes disciplines. La conséquence directe est la disparition de programmes qui traitaient précisément des préoccupations portées par les domaines généraux de formation, ce qui permet de consacrer maintenant plus de temps aux disciplines de base. Cela exige naturellement une plus grande cohérence et davantage de convergence entre les éléments constitutifs du curriculum. Les domaines généraux de formation représentent, avec les domaines d'apprentissage et les compétences transversales, les éléments essentiels du Programme de formation de l'école québécoise.

Pour le Conseil, l'intégration des domaines généraux de formation dans l'ensemble du Programme de formation de l'école québécoise s'inscrit dans une perspective d'appropriation qui, par définition, nécessite d'y consacrer du temps et d'offrir au personnel enseignant le soutien nécessaire. Il réaffirme, comme il l'a fait dans son avis de 2007, la pertinence et l'applicabilité des domaines généraux de formation. Le Conseil

reconnaît alors qu'il s'agit de dimensions pertinentes parce qu'elles portent sur des grands enjeux de société, de dimensions qui dépassent le cadre des disciplines particulières et qui permettent d'établir des liens plus concrets entre les situations de vie des élèves et les domaines disciplinaires. Quant à l'applicabilité des domaines généraux de formation, le Conseil insiste sur l'importance de fournir davantage de repères afin de soutenir leur intégration dans les domaines d'apprentissage :

Considérant que les intentions éducatives poursuivies par l'intégration des domaines généraux de formation ne sont pas suffisamment appuyées dans le Programme de formation de l'école québécoise, d'où un risque d'appauvrissement du curriculum, et considérant également les difficultés d'appropriation des domaines généraux de formation par les équipes-écoles et de mise en œuvre selon les cycles, le Conseil juge incontournable la production d'un guide de référence ayant valeur de suggestion, et non de prescription, qui proposerait aux acteurs scolaires un ensemble de liens possibles avec les domaines d'apprentissage, tout en laissant la marge d'autonomie nécessaire à l'appropriation locale (CSE, 2007b, p. 56).

Encore aujourd'hui, le Conseil constate que la prise en compte réelle de domaines généraux de formation est tributaire d'un meilleur éclairage sur les liens possibles avec les domaines d'apprentissage. En l'absence d'un tel soutien offert au milieu, le Conseil craint que les domaines généraux de formation ne soient pas traités de façon exhaustive et, ce faisant, que des aspects importants du développement de la personne soient négligés (CSE, 2007b).

Le Conseil constate également que le Programme de formation de l'école québécoise ne contient pas de repères pour l'intégration des domaines généraux de formation. Si le but poursuivi dans ces domaines est la prise en charge de ces visées éducatives et leur intégration dans les disciplines, il faut donner un minimum de pistes. Sinon, les domaines généraux de formation pourraient être considérés pour leur potentiel de motivation seulement et non plus comme des savoirs à transmettre et à faire acquérir. En conséquence, le curriculum s'en trouverait appauvri (CSE, 2007b).

3.3 L'UNIFORMITÉ DU CURRICULUM ET L'ÉQUILIBRE ENTRE LES MATIÈRES OBLIGATOIRES ET LES MATIÈRES À OPTION

Au fil des ans, le Conseil s'est préoccupé de l'uniformité du curriculum et de l'équilibre entre les matières obligatoires et les matières à option au deuxième cycle du secondaire. C'est ainsi qu'en 1994, il s'est déclaré favorable à une plus grande diversification du curriculum du deuxième cycle du secondaire, grâce notamment à l'introduction de cours à option ou de cours avancés dans les matières obligatoires. L'uniformité du curriculum devait ainsi décroître substantiellement après le premier cycle (CSE, 1994). En 1999, il revenait à la charge et incitait fortement à l'élargissement de la place réservée aux matières à option au deuxième cycle du secondaire, et ce, dans le but d'améliorer l'arrimage avec les études collégiales (CSE, 1999a). En 2000, le Conseil faisait toutefois une mise en garde contre l'adoption d'un profil dont les cours obligatoires seraient trop axés sur les exigences du collégial et soulignait le besoin d'augmenter le nombre de cours à option. « Les cours

optionnels ont une valeur d'orientation parfois supérieure à celle des cours obligatoires et communs. [...] Ce peut même être une façon d'explorer des disciplines en vue de choix d'études ultérieures » (CSE, 2000, p. 17).

Le Conseil s'interroge donc sur la diminution de la place accordée aux cours à option au deuxième cycle du secondaire. Cela lui paraît aller à l'encontre de l'adaptation du curriculum aux besoins diversifiés des élèves. En ajoutant des matières obligatoires, on réduit la possibilité pour les élèves de suivre des cours qui contribuent à guider leur choix de carrière. Comme le montrent les nouveaux tableaux du deuxième alinéa de l'article 23.1 du Régime pédagogique, l'ajout de la matière obligatoire « Éducation financière » (deux unités), combiné à la possibilité pour certaines écoles de maintenir les quatre unités de la matière obligatoire « Monde contemporain » au curriculum, n'est pas sans conséquence sur la répartition des matières. Le Conseil constate que, dans un tel scénario, l'offre réelle de matières à option et la possibilité pour les élèves de découvrir de nouveaux champs d'études, qui pourraient contribuer au développement de leur maturité vocationnelle, sont limitées.

Le projet de règlement a pour effet de faire passer le nombre d'unités prévu pour les matières à option de 10 ou 12 (avant le projet de règlement) à 8, 10 ou 12. Concrètement, pour des élèves qui sont inscrits, par exemple, aux matières à option « Physique » (4 unités) et « Chimie » (4 unités) avec les séquences de mathématique de 5^e secondaire « Technico-sciences » ou « Sciences naturelles » de 6 unités, qui représentent une exigence pour certains programmes conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC), le projet de règlement fait en sorte qu'ils se retrouvent avec peu de choix de matières à option. Ainsi, un élève inscrit à la séquence mathématique « Sciences naturelles », au programme « Monde contemporain » (4 unités) et aux matières à option « Chimie » (4 unités) et « Physique » (4 unités) n'aurait plus d'autre choix de matières à option.

Tableau 3
Impact du projet de règlement sur la disponibilité des matières à option en 5^e secondaire

Enseignement secondaire – Deuxième cycle		
	Mathématique (Séquence « Culture, société et technique »)	Mathématique (Séquences « Technico-sciences » ou « Sciences naturelles »)
Français	6	6
Anglais	4	4
Mathématique	4	6
Monde contemporain	4	4
Arts	2	2
Éducation physique et à la santé	2	2
Éthique et culture religieuse	2	2
Éducation financière	2	2
Total	26	28
Matières à option	10	8

Plusieurs écoles offrent également des programmes pédagogiques particuliers pour lesquels la grille-matières présente peu de souplesse en raison d'aménagements précis⁸.

De plus, le projet de règlement prévoit la possibilité pour une école de choisir la matière obligatoire « Monde contemporain » de deux unités (dont le contenu et les objectifs de formation ne sont pas connus) ou celle de quatre unités (nombre qui existe actuellement). Toutefois, il ne précise pas si ces deux programmes pourront être offerts simultanément dans une même école. Compte tenu du peu de temps dont disposeront les établissements pour l'organisation scolaire de ces matières dans le curriculum du deuxième cycle du secondaire, le Conseil est d'avis qu'ils pourraient opter pour le programme « Monde contemporain » de deux unités pour maintenir, tel qu'il est présentement, le nombre d'unités prévu pour les matières à option à 10 ou à 12.

Selon le Conseil, les écoles devront vraisemblablement prendre une décision sur la base des ressources disponibles pour l'enseignement du programme « Éducation financière » et du programme « Monde contemporain », d'où l'importance d'assurer une formation adéquate pour le personnel enseignant.

Concernant la réduction du nombre d'unités de la matière obligatoire « Monde contemporain », le Conseil se questionne sur la profondeur des apprentissages qui seront

8. Pour chacune des matières obligatoires et à option, le nombre d'heures annuel prévu est mentionné à titre indicatif. Ainsi, pour certains programmes particuliers, le temps consacré à certaines matières a déjà été comprimé pour pouvoir offrir davantage d'heures dans d'autres disciplines.

proposés aux élèves. Compte tenu des délais prévus pour l'implantation des deux nouveaux programmes (« Éducation financière » et « Monde contemporain » de deux unités), le Conseil s'interroge sur le raisonnement qui présidera au choix des compétences et des contenus à retenir dans le cadre du processus de révision du programme « Monde contemporain ».

3.4 LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PROGRAMME D'ÉDUCATION FINANCIÈRE ET SA MISE EN ŒUVRE

C'est le gouvernement qui fixe le curriculum et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport qui est responsable de l'élaboration des programmes. Cet exercice doit se faire en tenant compte d'un équilibre entre les matières, à partir d'une vision cohérente des intentions éducatives, et en prenant en considération les attentes sociales plurielles. Dans son avis à la ministre de l'Éducation de l'époque sur l'approbation du Programme de formation de l'école québécoise au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, le Groupe de travail sur la réforme du curriculum suggérait de créer, avant la mise en œuvre d'un nouveau programme, « une structure efficace d'échanges pour recueillir l'avis du plus grand nombre de praticiens et de praticiennes sur la pertinence et la faisabilité de ce qui est proposé [...] [et pour] mesurer l'écart entre les spécialistes et les professionnels du terrain » (Groupe de travail sur la réforme du curriculum, 1997, p. 87.)

Déjà en 1997, le Groupe de travail sur la réforme du curriculum soulignait l'importance d'impliquer davantage les enseignants dans la mise en place d'un nouveau programme d'études.

Les acteurs qui interviennent actuellement dans l'établissement des programmes sont essentiellement les associations professionnelles et les conseillers et conseillères pédagogiques. Les enseignants et les enseignantes du terrain jugent généralement qu'ils ont peu de place dans cette opération. Ils sont souvent considérés comme des applicateurs. Lorsque le programme est établi, des séances d'information visent à en faire des applicateurs efficaces. On a tendance à croire que l'implantation du programme engendrera un changement dans la classe. Or, il n'en est pas nécessairement ainsi : un professionnel applique rarement efficacement un changement dont il n'est pas partie prenante (Groupe de travail sur la réforme du curriculum, 1997, p. 80).

Il faut ainsi accorder le temps nécessaire au personnel de direction et au personnel enseignant pour leur permettre de mettre en place les conditions optimales pour l'atteinte des objectifs visés par ce programme d'études, le développement du matériel pédagogique pertinent et la formation adéquate des enseignantes et des enseignants concernés par ces modifications au Régime pédagogique. Dans une perspective d'ajustement, le Conseil proposait de revoir les façons de faire en matière de conception et d'élaboration des programmes pour rendre les processus de mise en œuvre plus transparents et plus collaboratifs. Quel que soit le mécanisme retenu, le Conseil estime qu'il faut faire différemment pour poursuivre la mise en œuvre du curriculum et des programmes, en procédant de manière graduelle et itérative (CSE, 2014a).

Comme le Conseil l'a souligné dans son rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2012-2014 intitulé *Pour l'amélioration continue du curriculum et des programmes d'études*, les modifications au curriculum et aux programmes d'études sont apportées suivant un processus relativement usuel (CSE, 2014a). Sous la responsabilité d'un sous-ministre, un comité ad hoc est mis sur pied. Pour une bonne part composé d'enseignants et de conseillers pédagogiques issus des commissions scolaires, ce comité encadre et coordonne le travail d'équipes de rédaction, elles aussi largement issues des écoles (CSE, 2014a).

Ce processus d'élaboration et de dissémination présente des qualités certaines : il s'appuie sur l'expertise d'enseignants et de conseillers pédagogiques en exercice ainsi que sur une expérimentation dans des écoles pilotes. Toutefois, il a connu des ratés importants dans le passé. Si l'expérience professionnelle est un atout indéniable, elle n'est pas suffisante pour assurer la qualité d'un curriculum. Il importe donc que les instances qui élaborent le curriculum aient un effectif large et regroupent notamment des didacticiens et des professionnels en exercice. Certes, cela peut être source de controverses au sein d'un groupe de travail, les points de vue variant suivant les caractéristiques des uns et des autres, mais mieux vaut tenir, en cours d'élaboration, les débats essentiels, trouver des voies de compromis ou arbitrer de manière transparente. On sera ainsi mieux préparé pour la phase de mise en œuvre, lorsque, inévitablement, les mêmes débats referont surface (comme cela a été le cas pour l'enseignement du nouveau programme d'histoire). Il revient au Ministère d'assurer cet arbitrage, de choisir ou de trouver les compromis viables au nom du bien commun et de l'intérêt de l'élève (CSE, 2014a).

Par conséquent, le Conseil juge impératif que le Ministère consulte ses partenaires et qu'il établisse avec eux des priorités de recherche et d'expérimentation pour assurer l'amélioration continue du curriculum et des programmes. Aux yeux du Conseil, il faut agir à petite échelle et mettre à contribution les acteurs de terrain, principalement le personnel enseignant, ses associations professionnelles et le milieu de la recherche universitaire (CSE, 2014a).

Selon l'information obtenue auprès du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le programme « Éducation financière » aurait fait l'objet de consultations auprès des partenaires de l'éducation. Cependant, le Conseil ne connaît pas la nature de ces travaux et l'information concernant les expérimentations dans des écoles pilotes n'a pas été rendue publique. Il insiste sur l'importance de la consultation publique dans les processus de modification du curriculum et d'élaboration de nouveaux programmes d'études, et il réaffirme l'importance d'un processus transparent à cet égard.

Par ailleurs, la révision du programme « Monde contemporain » devrait encore faire l'objet de consultations. Les travaux de révision de ce programme d'études seraient en cours.

Pour ces deux nouveaux programmes d'études (« Éducation financière » et « Monde contemporain » de deux unités), il est prévu que les enseignants soient invités à des séances d'information dans le but de favoriser leur appropriation et que le Ministère

soutienne les écoles et les commissions scolaires dans l'acquisition du matériel pédagogique (Portail Québec, 2016).

3.5 LA DISPONIBILITÉ ET LA QUALITÉ DU MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT DU PROGRAMME D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Le matériel didactique joue un rôle important dans la vie de l'élève. Il conditionne largement l'enseignement et l'apprentissage, et véhicule nombre de valeurs. Au Québec, le Bureau d'approbation du matériel didactique (BAMD) est la structure ministérielle qui procède à l'approbation du matériel didactique. Le BAMD a aussi la responsabilité de publier et de mettre à jour la *Liste du matériel didactique approuvé*. Il s'agit des ensembles didactiques et des ouvrages de référence d'usage courant (MELS, 2010).

Actuellement, il n'existe pas de matériel didactique approuvé au secondaire pour le cours d'éducation financière⁹. Toutefois, plusieurs ressources de nature variée peuvent être utilisées. L'AMF, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail ainsi que l'Office de la protection du consommateur ont travaillé en partenariat à l'élaboration d'activités pédagogiques complémentaires au programme d'éducation financière au secondaire (TesAffaires.com, 2016).

Le matériel vise le développement de la compétence principale du programme, soit *Prendre position sur un enjeu financier*. Les activités (présentées dans la fiche de l'élève) suggèrent aux enseignants (dans le guide de l'enseignant) des situations d'enseignement-apprentissage variées, adaptées à la réalité des jeunes et visant le développement de cette compétence et de ses composantes.

Le Conseil s'interroge sur cette proximité très forte entre le matériel produit par l'AMF et le programme d'éducation financière. Il est vrai que l'AMF est l'organisme mandaté par le gouvernement du Québec pour encadrer plusieurs activités financières et que cet organisme prête également assistance aux consommateurs de produits et services financiers, notamment en établissant des programmes éducatifs en matière de consommation de tels produits et services. Toutefois, le Conseil se questionne sur le rôle et la compétence de l'AMF dans le processus d'élaboration du matériel pédagogique pour l'enseignement du programme d'éducation financière. Est-ce que le matériel publié par l'AMF (qui pourrait être considéré comme un matériel didactique d'usage courant) sera approuvé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur?

9. Il est également important de rappeler que le matériel didactique relatif à tout nouveau programme doit également être offert en langue anglaise.

Rappelons que, pour être admissible à l’approbation ministérielle, un ensemble didactique doit répondre à la définition suivante :

Un ensemble didactique est composé d’une série d’instruments dont un manuel imprimé à l’usage de l’élève et un guide d’enseignement imprimé ou numérique. Il peut inclure d’autres éléments numériques. L’ensemble didactique est spécifiquement conçu pour l’enseignement et l’apprentissage et constitue en ce sens un outil de soutien, de médiation et de référence. Il doit également viser le rehaussement culturel et la promotion de valeurs sociétales. Il forme un tout cohérent, prenant appui sur les domaines généraux de formation et présentant des suggestions pour le développement de compétences transversales. Le manuel et le guide d’enseignement doivent couvrir entièrement un programme disciplinaire donné ou quelques programmes dans le cas d’ouvrages interdisciplinaires (MELS, 2010, p. 3).

3.6 LE NOUVEAU PROGRAMME D’HISTOIRE : UN NOUVEAU CONTENU, UNE GRILLE-MATIÈRES INCHANGÉE

La mise en place du nouveau programme « Histoire du Québec et du Canada » n’impliquerait en elle-même aucune modification au Régime pédagogique puisqu’il s’agit toujours d’un programme de quatre unités. De fait, la modification du contenu d’une matière inscrite au Régime pédagogique n’implique pas de modification au régime lui-même, sauf si le libellé de la matière est modifié. Le libellé de la matière « Mathématique », par exemple, demeurera inchangé dans le Régime pédagogique, même si des modifications sont apportées au programme « Mathématique ».

C’est la raison pour laquelle, dans le projet de règlement actuel, le Ministère propose de remplacer le titre « Histoire et éducation à la citoyenneté » par un titre plus général, soit « Histoire ». De cette manière, le programme lui-même pourra évoluer sans impliquer de modifications au Régime pédagogique.

Dans le contexte actuel, ce changement est évidemment en lien avec la mise en œuvre d’un nouveau programme à partir de l’automne 2017. Si le Conseil souscrit au fait d’utiliser, pour des raisons pratiques, le titre « Histoire » dans le Régime pédagogique, il n’est toutefois pas en mesure de fournir un avis sur le contenu du nouveau programme « Histoire du Québec et du Canada ». Bien que le Conseil soit au courant de l’existence de travaux en lien avec l’élaboration d’un nouveau cours d’histoire, il ne dispose pas du programme lui-même et n’est pas au fait du résultat des projets pilotes qui se sont déroulés dans les dernières années. Un examen du programme lui-même dépasserait par ailleurs largement la présente demande d’analyse du Régime pédagogique et exigerait un délai plus étendu.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans cet avis, le Conseil supérieur de l'éducation a examiné les propositions de modifications au Régime pédagogique principalement sous l'angle du maintien de la cohérence d'ensemble du curriculum. Compte tenu des délais impartis pour l'analyse du projet de règlement, le Conseil n'a pas eu la possibilité de se positionner au regard du contenu du programme « Éducation financière » ni de celui du cours « Histoire du Québec et du Canada ». Par conséquent, il ne formule pas de recommandations à cet égard. Les recommandations qu'il présente visent davantage la recherche d'un équilibre entre les besoins exprimés dans le projet de règlement, la qualité des processus d'élaboration et de mise en œuvre des nouveaux programmes proposés ainsi que le respect des principes et de la cohérence d'ensemble du Programme de formation de l'école québécoise.

Par ailleurs, de façon générale, le Conseil reconnaît l'importance de posséder des compétences de base en matière financière et il estime que ces dernières peuvent se développer notamment à travers le cursus scolaire des jeunes. Toutefois, il n'est pas convaincu de la nécessité d'un cours obligatoire de 50 heures sur ce sujet.

Le Conseil rappelle les difficiles mais nécessaires arbitrages qui doivent être faits, en matière de curriculum obligatoire, chaque fois qu'une modification y est proposée : « [...] ce projet de modification illustre les difficultés qui se posent en matière de curriculum obligatoire pour tous : les besoins sont nombreux et les arbitrages, difficiles » (CSE, 2014b, p. 5).

Le Conseil réaffirme ainsi l'importance de préserver l'intention première du Programme de formation de l'école québécoise, soit celle de mettre l'accent sur les apprentissages essentiels. Cependant, cela ne signifie pas que des améliorations ne puissent être apportées pour optimiser l'utilisation et l'intégration de l'ensemble des composantes du Programme de formation. C'est dans cet esprit que le Conseil a formulé les recommandations qui suivent.

LE REMPLACEMENT DE LA MATIÈRE OBLIGATOIRE « HISTOIRE ET ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ » PAR LA MATIÈRE OBLIGATOIRE « HISTOIRE »

Considérant :

- le fait que le contenu de la matière « Histoire » fait l'objet de modifications périodiques,

le Conseil recommande :

- d'assurer un soutien approprié au personnel enseignant et un suivi régulier de la mise en œuvre du programme en vigueur dans la matière « Histoire » de 3^e et de 4^e secondaire.

L'AJOUT DE LA MATIÈRE OBLIGATOIRE « ÉDUCATION FINANCIÈRE » ET LA CRÉATION D'UN PROGRAMME RESSERRÉ DE DEUX UNITÉS POUR LE COURS « MONDE CONTEMPORAIN »

Considérant :

- l'importance de préserver les principes et la cohérence du Programme de formation de l'école québécoise, c'est-à-dire de « mettre l'accent sur l'essentiel » tout en préservant un nombre élevé de matières à option en 4^e et en 5^e secondaire;
- les effets du projet de règlement sur la flexibilité de la grille-matières, c'est-à-dire le risque d'une diminution du nombre d'unités consacrées aux cours à option, notamment pour les écoles qui maintiendraient le nombre d'unités du programme « Monde contemporain » à quatre;
- les délais très courts impartis pour la mise en œuvre des modifications proposées et leur incidence possible sur :
 - la qualité de la préparation et de la formation du personnel enseignant en ce qui concerne ces deux nouveaux programmes d'études;
 - l'organisation et le partage des tâches du personnel enseignant dans le domaine de l'univers social;
 - la qualité du nouveau programme « Monde contemporain » de deux unités de même que la disponibilité et la qualité du matériel pédagogique approprié;
- le manque d'information publique (accessible à tous) concernant le processus d'élaboration du programme « Éducation financière » et du programme « Monde contemporain » de deux unités ainsi que sur l'implication du personnel enseignant dans ce processus d'élaboration;
- l'importance de faire évoluer les encadrements de système (notamment, le Programme de formation de l'école québécoise) pour mieux servir les visées éducatives de la société québécoise et la nécessité d'en préserver la cohérence d'ensemble;
- le fait que l'ensemble des domaines d'apprentissage puissent contribuer au développement de la compétence *Prendre position sur un enjeu financier* du programme « Éducation financière »,

le Conseil recommande :

- 1) de ne pas mettre en œuvre la matière obligatoire « Éducation financière » à l'automne 2017 et de maintenir les quatre unités obligatoires de la matière « Monde contemporain » en 5^e secondaire;
- 2) de fournir aux écoles, en complément du Programme de formation de l'école québécoise, un guide de référence permettant d'établir clairement les liens entre le contenu considéré comme essentiel du programme « Éducation financière » et les différents programmes d'études, afin d'intégrer des situations d'apprentissage propres à l'éducation financière tout au long de l'enseignement secondaire.

ANNEXE 1 LETTRE DU MINISTRE

Québec



Gouvernement du Québec
Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministre de la Famille
Ministre responsable de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Conseil supérieur de l'éducation

07 MAR. 2017

Québec, le 1^{er} mars 2017

Madame Lucie Bouchard
Secrétaire générale et présidente par intérim
Conseil supérieur de l'éducation
Bureau 180, 1^{er} étage
1175, avenue Lavigerie
Québec (Québec) G1V 5B2

Madame la Présidente,

Conformément aux dispositions de l'article 458 de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3), je sou mets à l'examen du Conseil, avant son adoption, un projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (RLRQ, chapitre I-13.3, r. 8).

Le projet de règlement a pour objet de modifier la liste des matières du second cycle du secondaire, en ajoutant la matière obligatoire « Éducation financière » en 5^e secondaire et en modifiant le titre de la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » en 3^e et en 4^e secondaire. La disposition visée est l'article 23.1 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

La modification réglementaire proposée permettrait d'introduire la nouvelle matière obligatoire « Éducation financière » à 2 unités (50 heures), en 5^e secondaire et, pour ce faire, de moduler le nombre d'unités de la matière obligatoire « Monde contemporain » de 5^e secondaire ainsi : 4 unités (100 heures) ou 2 unités (50 heures).

...2

Québec
675, boulevard René-Lévesque Est
Aile René-Lévesque, bloc 4, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 6C8
Téléphone : 418 644-0664
Télécopieur : 418 643-2640
ministre.education@education.gouv.qc.ca
ministre.famille@mfa.gouv.qc.ca

Montréal
600, rue Fullum, 7^e étage
Montréal (Québec) H2K 4S7
Téléphone : 514 873-9342
Télécopieur : 514 873-9395

De plus, cette modification permettrait de retirer le volet Éducation à la citoyenneté du titre de la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » en 3^e et en 4^e secondaire pour être en cohérence avec le titre du nouveau programme d'études ministériel « Histoire du Québec et du Canada ». Étant donné que ce programme pourrait être appelé, au fil du temps, à faire l'objet de modifications, un titre générique semble plus approprié, et il apparaît donc essentiel de changer le titre de cette matière obligatoire.

Considérant que le règlement doit être édicté avant la fin du mois de mars 2017 afin que les modifications qui entreront en vigueur pour l'année scolaire 2017-2018 soient connues de manière à permettre que les différents actes, légaux ou conventionnels, liés à l'organisation de l'année scolaire 2017-2018 puissent être accomplis, notamment par les écoles et les commissions scolaires, dans les délais requis, dont certains avant le 30 avril 2017, ce projet de règlement pourra être édicté dans un délai plus court que celui de 45 jours prévu à l'article 11 de cette loi, et ce, conformément aux articles 12 et 13 de la Loi sur les règlements. Conséquemment, les commentaires du Conseil devront être soumis au plus tard le 22 mars 2017.

Je remercie le Conseil de l'attention qu'il voudra bien accorder à ce projet de modification de règlement et j'attends dès que possible les résultats de son examen.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Le ministre,



SÉBASTIEN PROULX

p. j. 2

ANNEXE 2 PROJET DE RÈGLEMENT

Projet de règlement

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3)

Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire

– Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10, 11, 12 et 13 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 20 jours à compter de la présente publication.

Les modifications proposées concernent les listes des matières du second cycle de l'enseignement secondaire, au parcours de formation générale et au parcours de formation générale appliquée, afin d'y remplacer, en 3^e et en 4^e secondaire, la matière obligatoire « Histoire et éducation à la citoyenneté » par la matière obligatoire « Histoire », d'y ajouter, en 5^e secondaire, la nouvelle matière obligatoire « Éducation financière », d'y prévoir une modulation du nombre d'unités attribuées à la matière obligatoire « Monde contemporain » en 5^e secondaire et d'y ajuster en conséquence le nombre d'unités des matières à option.

Conformément aux articles 12 et 13 de la Loi sur les règlements, ce projet de règlement pourra être édicté dans un délai plus court que celui de 45 jours prévu à l'article 11 de cette loi en raison de l'urgence, de l'avis du gouvernement, due aux circonstances suivantes :

– Le règlement doit être édicté avant la fin du mois de mars 2017 afin que les modifications qui entreront en vigueur pour l'année scolaire 2017-2018 soient connues de manière à permettre que les différents actes, légaux ou conventionnels, liés à l'organisation de l'année scolaire 2017-2018 puissent être accomplis, notamment par les écoles et les commissions scolaires, dans les délais requis, dont certains avant le 30 avril 2017.

Ce projet de règlement n'a pas d'impact négatif sur les petites et moyennes entreprises.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus concernant ce projet de règlement en s'adressant à madame Caroline Laforest-Séguin, Direction de la formation générale des jeunes du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 1035, rue De La Chevrotière, 17^e étage, Québec (Québec), G1R 5A5; téléphone : 418 643-3452, poste 2514; courriel : caroline.laforest-seguin@education.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 20 jours mentionné ci-dessus, au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 675, boulevard René-Lévesque Est, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 6C8.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
SÉBASTIEN PROULX

Règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3, a. 447)

1. L'article 23.1 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (chapitre I-13.3, r. 8) est modifié par le remplacement des tableaux du deuxième alinéa par les suivants :

«

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE – 2 ^e cycle					
PARCOURS DE FORMATION GÉNÉRALE					
3 ^e année			4 ^e année	5 ^e année	
Matières obligatoires			Matières obligatoires	Matières obligatoires	
Français, langue d'enseignement	ou	Anglais, langue d'enseignement	Langue d'enseignement 150 heures - 6 unités	Langue d'enseignement 150 heures - 6 unités	
200 heures - 8 unités		150 heures - 6 unités			
Anglais, langue seconde		Français, langue seconde	Langue seconde 100 heures - 4 unités	Langue seconde 100 heures - 4 unités	
100 heures - 4 unités		150 heures - 6 unités			
Mathématique 150 heures - 6 unités			Mathématique 100 ou 150 heures 4 ou 6 unités	Mathématique 100 ou 150 heures 4 ou 6 unités	
Science et technologie 150 heures - 6 unités			Science et technologie 100 heures - 4 unités		
Histoire 100 heures - 4 unités			Histoire 100 heures - 4 unités	Monde contemporain 50 ou 100 heures 2 ou 4 unités	
Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités			Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités	Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités	
Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités			Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités	Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités	
			Éthique et culture religieuse 100 heures - 4 unités	Éthique et culture religieuse 50 heures - 2 unités	
				Éducation financière 50 heures - 2 unités	
Matières à option 100 heures 4 unités			Matières à option 100 ou 150 heures 4 ou 6 unités	Matières à option 200, 250 ou 300 heures 8, 10 ou 12 unités	

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE – 2 ^e cycle				
PARCOURS DE FORMATION GÉNÉRALE APPLIQUÉE				
3 ^e année			4 ^e année	5 ^e année
Matières obligatoires			Matières obligatoires	Matières obligatoires
Français, langue d'enseignement 200 heures - 8 unités	ou	Anglais, langue d'enseignement 150 heures - 6 unités	Langue d'enseignement 150 heures - 6 unités	Langue d'enseignement 150 heures - 6 unités
Anglais, langue seconde 100 heures - 4 unités		Français, langue seconde 150 heures - 6 unités	Langue seconde 100 heures - 4 unités	Langue seconde 100 heures - 4 unités
Mathématique 150 heures - 6 unités			Mathématique 100 ou 150 heures 4 ou 6 unités	Mathématique 100 ou 150 heures 4 ou 6 unités
Applications technologiques et scientifiques 150 heures - 6 unités			Applications technologiques et scientifiques 150 heures - 6 unités	
Histoire 100 heures - 4 unités			Histoire 100 heures - 4 unités	Monde contemporain 50 ou 100 heures 2 ou 4 unités
Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités			Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités	Arts : 1 des 4 disciplines suivantes : Art dramatique Arts plastiques Danse Musique 50 heures - 2 unités
Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités			Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités	Éducation physique et à la santé 50 heures - 2 unités
Projet personnel d'orientation 100 heures - 4 unités			Éthique et culture religieuse 100 heures - 4 unités	Éthique et culture religieuse 50 heures - 2 unités
				Éducation financière 50 heures - 2 unités
			Matières à option 50 ou 100 heures 2 ou 4 unités	Matières à option 200, 250 ou 300 heures 8, 10 ou 12 unités
			Exploration de la formation professionnelle 2 ou 4 unités	Exploration de la formation professionnelle 2 ou 4 unités
			Projet personnel d'orientation 4 unités	Sensibilisation à l'entrepreneuriat 2 ou 4 unités
			Sensibilisation à l'entrepreneuriat 2 ou 4 unités	

».

2. L'article 32 de ce régime est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant :

« 5° 4 unités d'histoire de la 4^e secondaire; ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

3. Pour l'application de l'article 32 de ce régime, tel que modifié par l'article 2 du présent règlement, un élève qui a accumulé quatre unités d'histoire et éducation à la citoyenneté de la 4^e secondaire est réputé avoir accumulé quatre unités d'histoire de la 4^e secondaire.

4. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

BIBLIOGRAPHIE

- Assemblée nationale du Québec (2012). « Le mercredi 31 octobre 2012 », *Journal des débats*, vol. 43, n° 2, 40^e législature, 1^{re} session (30 octobre 2012 au 5 mars 2014), réf. du 10 mars 2017, <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/40-1/journal-debats/20121031/70025.html>.
- Autorité des marchés financiers (2016). *Stratégie québécoise en éducation financière*, édition 2016, Québec, L'Autorité, 18 p., réf. du 7 mars 2017, <https://www.lautorite.qc.ca/files/pdf/education-financiere/strategie-education-financiere-2016.pdf>.
- Bachand, Olivier (2013). *L'enseignement de l'histoire au Québec revu et corrigé*, réf. du 15 mars 2017, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/630235/malavoy-duchesne-renforcement-histoire-quebec>.
- Beauchemin, Jacques, et Nadia Fahmy-Eid (2014). *Le sens de l'histoire : pour une réforme du programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté de 3^e et 4^e secondaire*, Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 64 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2014a). *Pour l'amélioration continue du curriculum et des programmes d'études*, Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2012-2014, Québec, Le Conseil, 121 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2014b). *Les répercussions de l'introduction d'un cours d'histoire du Québec dans la formation générale commune de l'enseignement collégial*, Québec, Le Conseil, 49 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2011). *L'Intégration des apprentissages : des visées ambitieuses à poursuivre*, Projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, Québec, Le Conseil, 57 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2010). *Pour une évaluation au service des apprentissages et de la réussite des élèves*, Avis à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, Québec, Le Conseil, 95 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2008). *Projet de règlement visant à modifier le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire : implantation du programme « Éthique et culture religieuse »*, Québec, Le Conseil, 20 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2007a). *Le Projet de règlement visant à modifier le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire*, Québec, Le Conseil, 35 p.

- Conseil supérieur de l'éducation (2007b). *Soutenir l'appropriation des compétences transversales et des domaines généraux de formation*, Québec, Le Conseil, 75 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2005). *Le projet de règlement visant à modifier le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire*, Sainte-Foy, Le Conseil, 46 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2001a). *La gouverne de l'éducation : logique marchande ou processus politique?*, Sainte-Foy, Le Conseil, 97 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2001b). *Le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire : ajustements en matière d'enseignement moral et religieux*, Sainte-Foy, Le Conseil, 30 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (2000). *Le projet de régime pédagogique du préscolaire, du primaire et du secondaire : quelques choix cruciaux*, Sainte-Foy, Le Conseil, 36 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (1999a). *Les enjeux majeurs des programmes d'études et des régimes pédagogiques*, Sainte-Foy, Le Conseil, 74 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (1999b). *L'évaluation institutionnelle en éducation : une dynamique propice au développement*, Rapport annuel 1998-1999 sur l'état et les besoins de l'éducation, Sainte-Foy, Le Conseil, 137 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (1995a). *Pour la réforme du système éducatif : dix années de consultation et de réflexion*, Sainte-Foy, Le Conseil, 65 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (1995b). *Le projet de modification au Règlement sur le régime des études collégiales*, Sainte-Foy, Le Conseil, 30 p.
- Conseil supérieur de l'éducation (1994). *Rénover le curriculum du primaire et du secondaire*, Sainte-Foy, Le Conseil, 116 p.
- Groupe de travail sur la littératie financière (2010). *Les Canadiens et leur argent : pour bâtir un avenir financier plus prometteur*, Rapport de recommandations sur la littératie financière, Ottawa, ministère des Finances du Canada, 105 p., réf. du 8 mars 2017, http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/fin/F2-198-2011-fra.pdf.
- Groupe de travail sur la réforme du curriculum (1997). *Réaffirmer l'école : rapport du Groupe de travail sur la réforme du curriculum*, Québec, ministère de l'Éducation, 151 p.
- Lessard, Claude, Marthe Henripin, Mylène Larochelle, Élise Cournoyer, et Anylène Carpentier. (2007). *Inventaire des politiques d'éducation au Québec portant sur l'enseignement primaire et secondaire de 1990 à 2006 : analyse et impacts des politiques scolaires canadiennes sur le personnel scolaire (projet 2)*, Montréal, Chaire de recherche du Canada sur le personnel et les métiers de l'éducation, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 112 p.

- Ministère de l'Éducation (1997a). *L'école, tout un programme : énoncé de politique éducative*, Québec, Le Ministère, 40 p.
- Ministère de l'Éducation (1997b). *Prendre le virage du succès : plan d'action ministériel pour la réforme de l'éducation*, Québec, Le Ministère, 55 p.
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2013). *Pour le renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale au primaire et au secondaire*, document de consultation, Québec, Le Ministère, 23 p.
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2010). *L'approbation du matériel didactique*, Québec, Le Ministère, 9 p.
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2009). « Enseignement secondaire, deuxième cycle : monde contemporain », *Programme de formation de l'école québécoise*, Québec, Le Ministère, 50 p.
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2006). « Enseignement secondaire, deuxième cycle : domaines généraux de formation », *Programme de formation de l'école québécoise*, Québec, Le Ministère, 16 p.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2017). *Services éducatifs complémentaires*, réf. du 8 mars 2017, <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/aide-et-soutien/services-complementaires/>.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2016). « Enseignement secondaire, 2^e cycle : éducation financière », *Programme de formation de l'école québécoise*, Québec, Le Ministère, 24 p., réf. du 8 mars 2017, http://www1.education.gouv.qc.ca/sections/programmeFormation/secondaire2/médias/prog_educ_financiere_FR.pdf.
- Ministère des Finances du Canada (2011). *Archivé – Document d'information : Groupe de travail sur la littératie financière*, réf. du 8 mars 2017, http://www.fin.gc.ca/n11/data/11-013_1-fra.asp.
- Portail Québec, Services Québec (2016). *Retour du cours d'éducation financière obligatoire en cinquième secondaire*, réf. du 16 décembre 2016, <http://www.fili-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2412162666>.
- TesAffaires.com (2016). *Programme d'éducation financière au secondaire*, réf. du 3 février 2017, https://tesaffaires.com/fr/enseignants/programme-deducation-financiere-au-secondaire/?utm_source=Openfield&utm_medium=LesBonnesQuestions&utm_campaign=decembre2015.

MEMBRES DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION*

PRÉSIDENTE PAR INTÉRIM

Lucie BOUCHARD

MEMBRES

Kelly BELLONY

Coordonnateur à l'organisation des réseaux
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

Christian BLANCHETTE

Doyen
Faculté de l'éducation permanente
Université de Montréal

Sophie BOUCHARD

Directrice
École primaire-secondaire Le Bois-Vivant
Commission scolaire René-Lévesque

Bonny Ann CAMERON

Enseignante d'anglais et
conseillère pédagogique
Commission scolaire de la Capitale

Jean-Marc CHOUINARD

Président
Fondation Lucie et André Chagnon

Nathalie DIONNE

Enseignante au secondaire
École des Vieux-Moulins
Commission scolaire de Kamouraska-
Rivière-du-Loup

Richard FILION

Directeur général
Collège Dawson

Michelle FOURNIER

Directrice générale
Commission scolaire des Grandes-
Seigneuries

Isabelle GONTHIER

Directrice adjointe
École Le Rucher
Commission scolaire de la Seigneurie-des-
Mille-Îles

*Au moment de l'adoption de l'avis.

Claire LAPOINTE

Professeure et directrice
Département des fondements et
pratiques en éducation
Université Laval

Carole LAVALLÉE

Directrice des études
Cégep de Saint-Laurent

Édouard MALENFANT

Directeur général (à la retraite)
Externat Saint-Jean-Eudes

Louise MILLETTE

Professeure agrégée
Département des génies civil,
géologique et des mines
École Polytechnique de Montréal

Christian MUCKLE

Directeur général (à la retraite)
Cégep de Trois-Rivières

Joanne TEASDALE

Enseignante
Commission scolaire de Montréal

Amine TEHAMI

Consultant international

MEMBRES ADJOINTS D'OFFICE

Simon BERGERON

Sous-ministre adjoint à l'enseignement
supérieur
Ministère de l'Éducation et de
l'Enseignement supérieur

Anne-Marie LEPAGE

Sous-ministre adjointe à l'éducation
préscolaire et à l'enseignement primaire
et secondaire
Ministère de l'Éducation et de
l'Enseignement supérieur

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Lucie BOUCHARD

